

part à la discussion d'un projet de loi relatif aux œuvres en faveur des étudiants : *Discussion générale (Cogestion étudiante des œuvres, subventions aux restaurants, cités et établissements médicaux, bourses, limogeage de M. Chatagnier, Malgaches prisonniers)* [6 avril 1954] (p. 1807, 1808) ; Article premier : *Son amendement (Appellation du « Centre national des œuvres scolaires et universitaires »)* (p. 1810) ; Art. 2 : *Amendement de M. Barrot (Pouvoirs des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires)* (p. 1814) ; Art. 3 : *Amendement de M. Boutavent (Direction du C.N.O.U.S.)* (p. 1813, 1814) ; Art. 6 : *Amendement de M. Douirellet (Représentation des étudiants au conseil d'administration des centres régionaux, leur désignation par l'association corporative la plus représentative)* [10 juin 1954] (p. 2896) ; *Ses explications de vote* (p. 2898). — Dépose une demande d'interpellation sur la recherche d'une solution négociée pour mettre fin au conflit d'Indochine [7 avril 1954] (p. 1848) ; *Sa demande de fixation immédiate de la date de discussion* [8 avril 1954] (p. 1875). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Reclassement des enseignants, bénéfice aux cheminots des dispositions accordées aux fonctionnaires, amélioration de la situation des retraités, billet collectif à 500/0* [11 juin 1954] (p. 2946). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES pour l'exercice 1955, Etat A : *Demande de disjonction de M. Quilici (Nécessité d'un débat sur la politique en Afrique du Nord, mesures de répression, déclaration de M. Mendès-France à Washington, combats de l'Aurès)* [22 novembre 1954] (p. 5233, 5234). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Suppression des abattements de zones, conclusions des travaux de la Commission des piastres, allocations familiales aux travailleurs algériens en France, situation en Algérie* [24 mai 1955] (p. 2932, 2933) ; *l'Algérie* [21 juin 1955] (p. 3172). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation en Algérie : *Motion préjudicielle de M. Jacques Chevallier (Ajournement de la discussion jusqu'au retour de la sous-commission d'enquête de l'intérieur en Algérie) ; Son rappel au règlement* [5 juillet 1955] (p. 3602, 3603) ; — du projet de loi portant ratification des Conventions franco-tunisiennes : *Condam-*

nation du colonialisme, déclaration du maire de Bizerte sur le terrorisme, statut des cheminots [7 juillet 1955] (p. 3706 et suiv.) ; — du projet de loi relatif à l'intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains : *Situation des agents des chemins de fer tunisiens* [8 juillet 1955] (p. 3764) ; — du projet de loi relatif à la Convention entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique : *Discussion générale (Lignes de la Corse, alignement des tarifs maritimes sur les tarifs ferroviaires)* [26 juillet 1955] (p. 4246, 4247) ; — du projet de loi relatif à la régularisation de la situation de certains fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères : *Particularités du recrutement au Quai d'Orsay* [27 juillet 1955] (p. 4326 à 4328) ; *Situation de certains personnels auxiliaires* (p. 4327) ; d'interpellations sur le Maroc : *Ordre du jour présenté par M. Billoux (Application des accords d'Aix-les-Bains, abandon de la politique de répression, négociations avec des représentants qualifiés)* [8 octobre 1955] (p. 4957) ; — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 2 : *Son amendement (Vote par correspondance des étudiants inscrits dans un établissement éloigné de leur résidence habituelle)* [15 novembre 1955] (p. 5688) ; — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement empêche le secrétaire du parti communiste marocain de rentrer dans son pays [24 novembre 1955] (p. 5976).

GIRARD (M. Rosan), Député de la Guadeloupe (C.).

Son élection est validée [26 juin 1952] (p. 3222). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**).

Dépôts :

Le 31 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des péti-

tions, sur la proposition de loi de M. Bissol et plusieurs de ses collègues (n° 3301) tendant à modifier la loi n° 50-1548 du 16 décembre 1950 modifiant pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion la législation des élections, n° 4585. — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à la nomination par l'Assemblée Nationale d'une Commission parlementaire d'enquête chargée : 1° d'assister au déroulement des élections qui doivent avoir lieu dans la commune du Moule (Guadeloupe) pour pourvoir les deux postes de conseillers généraux vacants ; 2° d'examiner les manipulations frauduleuses subies par la liste électorale de ladite commune postérieurement au 27 avril 1953 et d'en déterminer les auteurs et complices, n° 9945. — Le 24 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à prendre toutes mesures de nature à normaliser le déroulement des élections dans les départements d'outre-mer, et notamment à déposer sur le bureau de l'Assemblée Nationale, dans les deux mois, des projets de loi tendant à apporter à la loi du 16 décembre 1950 les modifications indispensables et à empêcher l'utilisation abusive de la force publique par les présidents de bureau de vote ; 2° à faire désigner par l'Assemblée Nationale une commission d'enquête chargée d'étudier les conditions dans lesquelles se déroulent les élections au suffrage universel à la Guadeloupe, n° 10825. — Le 29 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer, dans le meilleur délai, à la Guadeloupe un centre régional de cancérologie et de chirurgie spécialisée, n° 11999.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département de la Guadeloupe [27 juillet 1951] (p. 6103, 6104, 6105, 6107, 6108) ; — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires, Art. 1^{er} : *Situation des travailleurs des départements d'outre-mer* [19 septembre 1951] (p. 7484, 7485) ; — du projet de loi portant majoration des allocations aux vieux travailleurs et des prestations familiales ; Art. 8 : *Allocations familiales dans les Antilles* [25 septembre 1951] (p. 7623, 7624). — Ses rapports sur des pétitions [25 septembre 1951] (p. 7641) ; [5 décembre 1951] (p. 8839). —

Pose à : M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à l'établissement du cadastre dans les départements d'outre-mer [14 décembre 1951] (p. 9202) ; — M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, une question relative aux salaires et prestations familiales dans les départements d'outre-mer [21 décembre 1951] (p. 9506, 9507) ; — M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, une question relative au taux comparatif du salaire minimum interprofessionnel garanti dans les départements d'outre-mer et dans la première zone de la région parisienne [21 décembre 1951] (p. 9507, 9508). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; JUSTICE, Chap. 10-20 : *Amendement de M. Bissol tendant à réduire d'un million les crédits pour les services judiciaires (Impunité de la fraude électorale outre-mer)* [21 décembre 1951] (p. 9520) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952, Art. 11 : *Amendement de M. Bissol tendant à réduire de cinq milliards de francs les crédits pour les primes à la construction (Application des primes dans les départements d'outre-mer)* [24 décembre 1951] (p. 9805) ; — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 ; Art. 2, Etat B, INVESTISSEMENTS HORS DE LA MÉTROPOLE : *Amendement de M. Bissol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse centrale de la France d'outre-mer (Agriculture aux Antilles)* [27 décembre 1951] (p. 9985) ; Art. 7 : *Amendement de M. Bissol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse centrale de la France d'outre-mer (Insuffisance des crédits)* [28 décembre 1951] (p. 10004) ; Art. 2, Etat B : *Amendement de M. Bissol tendant à octroyer 400 millions de prêts agricoles dans les départements d'outre-mer* (p. 10029) ; — du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Assimilation des T. O. M. à la métropole)* [25 janvier 1952] p. 392) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale, Art. 5 : *Amendement de M. Benoist tendant à interdire les débats restreints sur les lois relatives aux territoires d'outre-mer* [27 mars 1952] (p. 1536) ; Son

amendement tendant à interdire les débats restreints sur les lois organiques (p. 1536, 1537); *Amendement de M. Demussois tendant à laisser les auteurs d'amendements lire l'exposé des motifs* (p. 1568). — Son rapport sur une pétition [3 juin 1952] (p. 2622. — Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales du département de la Guadeloupe : *Amendement de M. Bardon tendant à valider l'élection de M. Tirolien* [26 juin 1952] (p. 3225 et suiv.). — Ses rapports sur des pétitions [4 juillet 1952] (p. 3613). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Discrimination à l'égard des travailleurs noirs des Antilles)* [23 octobre 1952] (p. 4335); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat B, Chap. 43-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres régionaux sanitaires (Hôpitaux antituberculeux des Antilles)* [30 octobre 1952] (p. 4604 et suiv.); le retire (p. 4606); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Constructions aux Antilles)* [15 novembre 1952] (p. 5186, 5187). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative aux transferts de contingents d'alcool dans les départements d'outre-mer [31 octobre 1952] (p. 4651). — Ses rapports sur des pétitions [4 novembre 1952] (p. 4738). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 17 : *Amendement de M. Mignot tendant à supprimer « complètement » dans la qualification des actes étrangers à la Résistance* [28 novembre 1952] (p. 5857); — du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : *Discussion générale (Ses observations sur la situation fiscale des départements d'outre-mer et le régime de sécurité sociale dans ces territoires)* [6 décembre 1952] (p. 6044); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 68-02 : *Amendement de M. Véry tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le F.I.D.E.S. (Adductions d'eau à la Martinique)* [21 décembre 1952] (p. 6956). — Pose à M. le

Ministre du Budget, une question relative à l'aide aux travailleurs sans emploi dans les départements d'outre-mer [20 février 1953] (p. 1234). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 27 : *Son amendement tendant à amnistier les faits commis jusqu'à la promulgation de la loi* [27 février 1953] (p. 1426); le retire (ibid). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport sur la modification de la législation dans les départements d'outre-mer* [10 mars 1953] (p. 1728). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré; Art. 8 : *Ses observations sur le problème de la construction dans les départements d'outre-mer* [18 mars 1953] (p. 2030). — Dépose une demande d'interpellation sur les abus des droits du préfet de la Guadeloupe à l'occasion et à la suite des élections municipales [12 mai 1953] (p. 2638). — Prend part au débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses observations sur la situation économique et sociale des départements d'outre-mer, le maintien du colonialisme dans les départements d'outre-mer, le communisme aux Antilles* [4 juin 1953] (p. 2959); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses observations sur les départements d'outre-mer et « l'égalité des droits » (Prestations sociales, fonctionnaires, discrimination raciale)* [18 juin 1953] (p. 3083). — Dépose une demande d'interpellation sur l'élection frauduleuse, le 5 juillet 1953, d'un nouveau Conseil municipal au Moule (Guadeloupe), le précédent, à peine élu, n'étant ni démissionnaire, ni dissous, ni frappé d'annulation; et sur le rappel demandé du préfet [24 juillet 1953] (p. 3887). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation sociale : *Discussion générale (La situation sociale et économique des Antilles, l'augmentation de la production et la baisse des prix)* [9 octobre 1953] (p. 4188); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat B, Chap. 6800 : *Subvention au F. I. D. E. S. (Insuffisance du développement des Antilles)* [26 novembre 1953] (p. 5589); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à réduire de 50 0/0 le taux de la taxe radiophonique dans les départements d'outre-mer* [9 décembre 1953] (p. 6340);

INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Pression intolérable du préfet de la Guadeloupe sur les délibérations du Conseil général de la Guadeloupe)* [9 décembre 1953] (p. 6357, 6358, 6368) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (Exercice 1954) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à rétablir la réserve d'âge seulement pour des prêts à long terme aux agriculteurs* [12 décembre 1953] (p. 6624) ; — d'une proposition de loi portant majorations de certaines prestations familiales ; Article unique : *Son sous-amendement tendant à porter la majoration de 55 à 85 0/0 dans les départements d'outre-mer* [15 décembre 1953] (p. 6863) ; — du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer : *Discussion générale (Couverture du risque maladie, prise en considération du chômage involontaire, mode de calcul de l'indemnité journalière)* [11 février 1954] (p. 188) ; Art. 2 : *Ses amendements (Couverture du risque longue maladie)* (p. 189) ; *le retire* (p. 190) ; *Crédits d'investissements pour construire des sanatoria* (p. 190, 191) ; Art. 8 : *Amendement de M. de Tinguy (Indemnité journalière accordée en cas d'incapacité de travail supérieure à quinze jours, augmentation des charges pour les caisses de sécurité sociale)* (p. 193, 194) ; Art. 10 : *Amendement de M. de Tinguy (Durée de travail exigé pendant les six mois précédant la maladie pour donner droit aux prestations maladie)* (p. 196) ; *Son amendement tendant à prévoir le chômage involontaire dans le calcul de la durée du travail exigé pour donner droit aux prestations maladie (Organisation d'un service départemental du travail et de la main-d'œuvre)* (p. 196, 197) ; Art. 13 : *Amendement de M. Raingeard (Inscription des personnes morales exerçant une activité agricole sur les listes d'électeurs aux caisses régionales de la sécurité sociale)* (p. 200) ; Art. 14 : *Son amendement (Financement par des subventions de l'Etat aux caisses générales des départements d'outre-mer)* (p. 200) ; *le retire* (ibid.) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Protection sociale des travailleurs, indemnités de chômage, prestations familiales)* [3 août 1954] (p. 3813) ; Art. 8 : *Amendement de M. de Tinguy (Délai d'octroi de l'indemnité journalière en cas d'incapacité de travail ; assistance médicale gratuite)* (p. 3816 et suiv.) ; Art. 9 :

Amendement de M. Valentino (Calcul du gain journalier de base) (p. 3819, 3820) ; Art. 14 : *Amendement de M. de Tinguy (Modalités de financement des caisses des départements d'outre-mer en cas de déficit ; aide des collectivités locales et de l'Etat)* (p. 3822). — Pose : au Ministre de l'Intérieur une question relative au recensement dans la commune de Port-Louis [12 février 1954] (p. 267) ; — au Ministre de l'Intérieur une question relative aux élections municipales de la ville du Moule (Guadeloupe) [19 mars 1954] (p. 1063). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique envisagée dans les départements d'outre-mer et à la Guadeloupe en particulier pour assurer le progrès économique et social ainsi que la sauvegarde des droits et libertés garantis par la Constitution de la République [24 mars 1954] (p. 1217). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement dans les départements d'outre-mer : *Retard du Gouvernement* [26 mars 1954] (p. 1315, 1316) ; *Discussion générale (Application automatique de certaines lois aux départements d'outre-mer)* [6 avril 1954] (p. 1766) ; *Bilan de la départementalisation, prêts aux sucriers et rhumiers, chômage, aide financière et technique, salaire minimum aux Antilles, à la Guyane et à la Réunion, création d'un Secrétariat d'Etat aux départements d'outre-mer)* [8 avril 1954] (p. 1935 et suiv.) ; *Ordre du jour de M. Kriegel-Valrimont (Nécessité d'une politique de progrès social)* [9 avril 1954] (p. 2033) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954 ; EDUCATION NATIONALE, Etat B, Chap. 56-21 : *Son amendement (Situation scolaire de la Guadeloupe, pénurie de professeurs, manque de centres d'apprentissage)* [1^{er} avril 1954] (p. 1635) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux incapacités électorales et inéligibilités ; Art. 6 : *Application de la présente loi à l'Algérie, dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun : Son amendement tendant à supprimer cet article* [10 juin 1954] (p. 2904). — Pose au Ministre de l'Intérieur une question relative à la découverte d'un engin radioélectrique à la Guadeloupe [11 juin 1954] (p. 2941). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Renvoi du débat relatif aux élections au Conseil général de la Guadeloupe* [11 juin 1954] (p. 2947) ; — sur le retrait de l'ordre du jour de la suite de la discussion d'un projet de loi

relatif aux dispositions diverses d'ordre financier : *Elections au Conseil général de la Guadeloupe* [11 juin 1954] (p. 2947). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Son article additionnel (Détaxe de distance devant compenser l'incidence des frais d'approche)* [6 juillet 1954] (p. 3210); — du projet de loi relatif à la reconstitution du Conseil général de la Guadeloupe : *Discussion générale (Motifs de la dissolution, opposition au préfet Jacques Brunel, falsification de la liste électorale du Moule)* [9 juillet 1954] (p. 3390, 3391); *Ses explications de vote (Envoi d'une Commission d'enquête chargée de vérifier le déroulement des nouvelles élections)* (p. 3393); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote (Inscriptions frauduleuses sur la liste électorale de la commune du Moule)* [31 août 1954] (p. 4504). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'organisation du dépistage du cancer : *Institut Gustave Roussy, situation dans les territoires d'outre-mer* [20 juillet 1954] (p. 3446, 3447). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'impunité administrative et judiciaire dont bénéficie la municipalité de Sainte-Anne (Guadeloupe) [3 novembre 1954] (p. 4689); — sur les fraudes électorales scandaleuses commises par le maire de la commune du Moule (Guadeloupe) [3 novembre 1954] (p. 4689). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-31 : *Elections au Moule, distribution d'armes faite par le sénateur-maire de Sainte-Anne* [23 novembre 1954] (p. 5279, 5280); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955; Etat A, Chap. 34-32 : *Son amendement indicatif (Enseignement à la Guadeloupe)* [13 décembre 1954] (p. 6225); *le retire* (p. 6226); — du projet de loi relatif à l'extension aux départements d'outre-mer de dispositions de la législation du travail agricole : *Son opposition au débat restreint (Modification d'un terme du cinquième alinéa de l'article premier)* [21 janvier 1955] (p. 98); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES; Etat A, Chap. 44-92 : *Tonnage garanti de sucre à la Guadeloupe, sa répartition*

[8 mars 1955] (p. 1161 à 1163); — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : *Son amendement (Extension du S. M. I. G. au départements d'outre-mer)* [24 mars 1955] (p. 1930); — du projet de loi relatif à l'état d'urgence; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ce que l'état d'urgence ne soit pas applicable dans les départements d'outre-mer* [31 mars 1955] (p. 2172); *Son amendement (Vote de la loi décrétant l'état d'urgence après le rapport de la Commission d'enquête)* (p. 2173); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Besoins d'investissements dans les départements d'outre-mer, prix des marchandises importées* [25 mai 1955] (p. 3025, 3026, 3029). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative aux opérations électorales de la commune du Moule [24 juin 1955] (p. 3317, 3318). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre mer; Art. 4 : *Son amendement (Amnistie aux personnels des administrations civiles et militaires)* [13 juillet 1955] (p. 3850); Seconde délibération, Art. 1^{er} : *Son amendement (Extension à certains événements survenus à la Guadeloupe)* [26 juillet 1955] (p. 4264); *le retire* (ibid.).

GODIN (M. André - Jean), Député de la Somme (A.R.S.).

Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé : membre de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**); membre de la Commission des pensions [28 octobre 1952] (**F. n° 172**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission des affaires économiques [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [22 janvier 1953] (**F. n° 216**).